

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **MARCHÉ PUBLIC DE TECHNIQUES D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR LA COORDINATION ET LE SUIVI DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX REGLEMENTAIRES**

---











**Assistance maitrise d'ouvrage pour la coordination  
et le suivi des enjeux environnementaux  
réglementaires**

**Barrage de Beaulieu**

---

**VOIES NAVIGABLES DE FRANCE - Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire  
Aval  
et Loire Aval  
18 quai d'Austerlitz  
75013 PARIS**

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Assistance maîtrise d'ouvrage pour la coordination et suivi des enjeux environnementaux
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Tranches optionnelles</b>	Avec tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	Défini par tranche
	<b>Reconduction</b>	
	<b>Prix</b>	Prix forfaitaires et prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Sans
	<b>Avance</b>	Avec

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	5
1.1 - Objet du contrat .....	5
1.2 - Décomposition du contrat.....	5
1.3 - Réalisation de prestations similaires.....	6
1.4 - Obligation de résultats .....	6
2 - Pièces contractuelles.....	7
2.1 – Pièces particulières.....	7
2.2 – Pièces générales .....	7
2.3 – Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché .....	7
3 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité.....	7
3.1 - Rappel des obligations du titulaire .....	7
3.2 - Modalités de contrôle et de sanction .....	8
4 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	8
5 - Durée et délais d'exécution .....	8
5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations .....	8
5.2 - Délai d'exécution .....	8
5.3 - Délais d'exécution des tranches .....	8
6 - Prix.....	9
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	9
6.2 - Modalités de variation des prix .....	9
6.3 - Dispositions spécifiques aux tranches .....	9
7 - Garanties Financières .....	10
8 - Avance.....	10
9 - Modalités de règlement des comptes.....	10
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	10
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	10
9.3 - Délai global de paiement .....	10
9.4 - Paiement des cotraitants .....	10
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	10
9.6 – Demande de paiement du solde et décompte général .....	10
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	11
10.1 – Présentation des livrables.....	12
10.2 – Participation aux réunions de chantier .....	12
10.3 – Achèvement de la mission .....	12
11 - Développement durable.....	13
12 - Constatation de l'exécution des prestations .....	13
12.1 - Vérifications .....	13
12.2 - Mise en Ordre de Marche .....	13
12.3 - Vérification d'Aptitude .....	13
12.4 - Vérification de Service Régulier .....	13
13 - Garantie des prestations.....	13
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	14
15 - Pénalités.....	14
15.1 - Pénalités de retard.....	14
15.2 - Autres pénalités spécifiques .....	14
16 - Assurances.....	16
17 - Résiliation du contrat.....	16
17.1 - Conditions de résiliation.....	16
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	16

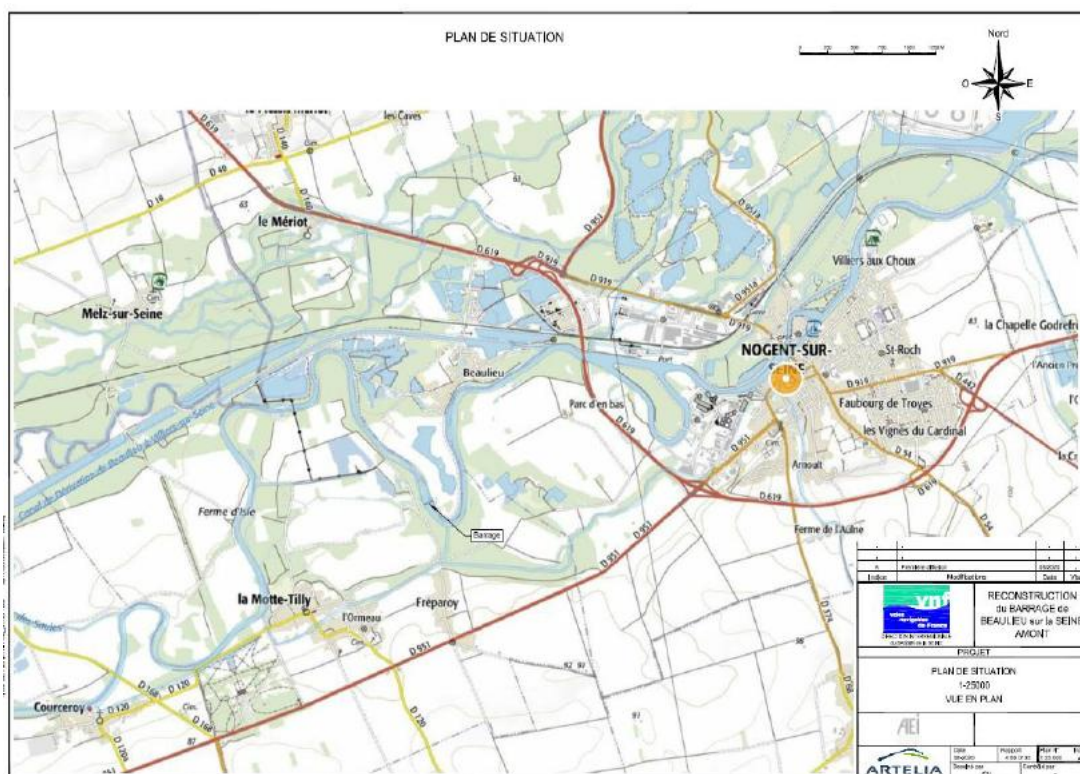
18 - Règlement des litiges et langues.....	16
19 - Dérogations.....	17

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent : Assistance maîtrise d'ouvrage la coordination et le suivi des enjeux environnementaux.

Le projet concerne la reconstruction du barrage de Beaulieu, implanté sur la Seine, dans le département de l'Aube en région Grand Est. La rive droite se situe sur la commune du Mériot et la rive gauche sur la commune de la Motte-Tilly. Le projet est localisé en figure suivante.



Plan de localisation du projet

Il s'agit d'un barrage datant de 1864 permettant d'assurer un mouillage minimum pour la navigation dans le canal de dérivation de Beaulieu à Villiers ainsi que le Port céréalier de Nogent sur Seine.

Les grandes composantes du programme de reconstruction sont :

- La création d'un nouveau barrage mécanisé en remplacement de l'existant,
- La mise en place d'une passe à poissons,
- La possibilité de franchissement du barrage par une passerelle publique d'une rive à l'autre,
- La téléconduite du barrage à partir du Poste de Commande Centralisé de Mouy-sur-Seine,
- Le réaménagement du local technique existant en rive droite,
- La démolition de l'ancien barrage.

Dans le cadre de ce projet, VNF a déposé un dossier d'autorisation environnementale unique (AEU), dans cette AEU VNF s'est engagé à mettre en œuvre des mesures d'évitement, de réduction, d'accompagnement et de suivi des impacts sur l'environnement. Le titulaire du marché de travaux va décliner la Notice de respect de l'environnement exigée par VNF en Plan de Respect de l'Environnement. L'objet du contrat est la coordination du titulaire de travaux et le suivi des mesures réglementaires pour leur bonne application durant toute la durée du chantier (phase de préparation du chantier et phase chantier).

## 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Les prestations sont réparties en 2 tranches :

Tranche(s)	Désignation
TF	<p>Prestations nécessaires pour la tranche ferme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Prestations spécifique liées à la Notice de respect de l'environnement (NRE) décliné en Plan de Respect de l'Environnement (PRE) par le titulaire du marché de travaux <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Mission M1 : s'assurer de l'appropriation et de l'application par l'entreprise travaux de la Notice de Respect de l'environnement repris dans son Plan de Respect de l'Environnement (PRE) - analyse des documents</li> </ul> </li> <li>• Prestations spécifiques liées aux engagements réglementaires <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Mission M2 : s'assurer du respect et de la mise en œuvre des mesures d'évitement, de réduction, d'accompagnement et de suivi auxquelles VNF s'est engagé dans le cadre de l'Autorisation Environnementale Unique (AEU) et de la demande de dérogation relative aux espèces protégées repris dans un arrêté préfectoral. Celui-ci n'étant pas encore rédigé les mesures présentées dans la mission M2 pourront évoluer et des mesures pourront être rajoutées. - suivi et encadrement du chantier</li> </ul> </li> <li>• Mission M3 : Sensibilisation des équipes de chantier des travaux de compensations zones humides et d'habitat mulette épaisse et de reconstruction du barrage de Beaulieu</li> <li>• Mission complémentaire MC1 : Mesures compensatoires sur les zones humides</li> <li>• Mission complémentaire MC2 : Mesures compensatoires associées à la Mulette épaisse (Unio crassus) : recréation d'habitats dans le Canal de Fréparoy et Terray</li> <li>• Mission complémentaire MC3 : Assistance sur la rédaction d'un marché complémentaire sur le suivi et l'encadrement des mesures de compensation</li> </ul>
TO01	<p>Prestations optionnelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• MO1 :Suivi des mesures de communication</li> <li>• MO2 :Notice méthodologique pour l'exploitation</li> </ul>

### 1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 4 ans à compter de la notification du présent marché.

### 1.4 - Obligation de résultats

À titre de condition substantielle et déterminante du présent marché sans laquelle le maître de l'ouvrage n'aurait pas contracté, l'assistant au maître d'ouvrage souscrit une obligation de résultat qui porte à la fois sur :

- Le contrôle de la réalisation des aménagements exempts de vices, conformes à la réglementation en vigueur, et aux droits des tiers, répondant aux objectifs, données et contraintes du programme ;
- Garantie de disponibilité d'un référent pendant toute la durée du marché ;
- Le respect du calendrier et des délais des missions, tel que défini dans le marché.

En application des articles 2 et 3.8 du CCAG-PI, le maître d'ouvrage a la possibilité d'émettre des ordres de services en vue de préciser les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché et l'assistant au maître d'ouvrage se devra de les exécuter.

## 2 - Pièces contractuelles

### 2.1 – Pièces particulières

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- Le mémoire technique qui est remis avec l'offre, décrivant les dispositions que le candidat propose d'adopter pour exécuter sa mission. Il est précisé que ce document est contractuel pour les dispositions conformes aux termes du dossier de consultation ;

### 2.2 – Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini en page 1 de l'AE :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;

### 2.3 – Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché

Après sa conclusion, le marché est éventuellement modifié par :

- L'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale ;
- Les avenants
- Les décisions du maître d'ouvrage ;
- Les actes spéciaux établis conformément au présent CCAP ;
- Les ordres de service.

## 3 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

### 3.1 - Rappel des obligations du titulaire

Le présent marché confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public. Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

A ce titre, lorsqu'ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public, le titulaire veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur les mesures qu'il met en œuvre afin d'informer les personnes susvisées de leurs obligations et de remédier aux éventuels manquements.

Lorsque le titulaire entend sous-traiter une partie de l'exécution du service public, il s'assure que les contrats de sous-traitance comportent des clauses rappelant les obligations précitées. Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur chaque contrat de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public, en même temps que sa demande d'acceptation, sous peine de refus dudit sous-traitant.

### 3.2 - Modalités de contrôle et de sanction

Le titulaire informe les usagers des modalités leur permettant de lui signaler tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier. Le pouvoir adjudicateur peut exiger que les personnes responsables des manquements constatés soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, le pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit. Si la mise en demeure reste infructueuse, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier le présent marché pour faute du titulaire, le cas échéant à ses frais et risques.

## 4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents, ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de VNF, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent marché.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-PI.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 5 - Durée et délais d'exécution

### 5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

À titre indicatif, sans que cela n'engage le pouvoir adjudicateur, la durée globale prévisionnelle du marché est estimée à 4 ans.

### 5.2 - Délai d'exécution global

Le délai d'exécution global de l'ensemble des prestations débute à compter de la date de notification du contrat et se termine à la notification de la décision établie par le RPA de prononcer l'achèvement de la mission conformément à l'article 10.3 du présent CCAP.

Les modalités de prolongation des délais sont les suivantes :

Les délais de prolongation seront conditionnés par la bonne réalisation du chantier de reconstruction du chantier ainsi que l'ensemble des travaux encadrés par ce marché.

### 5.3 - Délais d'exécution des tranches

Le délai d'exécution de chaque tranche est fixé(e) comme suit :

Tranche(s)	Délai	Précisions
TF	44 mois	À compter de la notification



TO 01	44 mois	A compter de la date fixée par l'ordre de service
-------	---------	---

Ces délais partent, pour la tranche ferme, à compter de la date de notification du marché et, pour les tranches optionnelles, à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des prestations de la tranche considérée.

Le délai limite de notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les prestations d'une tranche optionnelle court à compter du début d'exécution de la tranche ferme. Il est indiqué ci-dessous :

## 6 - Prix

### 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Le prix est réputé complet. Il comprend notamment toutes les dépenses résultant des prestations objet du marché, les frais généraux, les impôts et taxes. Il est réputé comprendre une marge pour risques et bénéfices.

### 6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de notification du marché au titulaire tel qu'indiqué sur la première page de l'Acte d'Engagement ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$C_n = 15.0\% + 85.0\% (ING (n-3) / ING (o))$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n-3) : valeur de l'index de référence au mois n diminué de 3 mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

### 6.3 - Dispositions spécifiques aux tranches

Les prix sont établis sans rabais ni indemnité de dédit.

## 7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 8 - Avance

Sans objet.

## 9 - Modalités de règlement des comptes

### 9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

Toutefois ces prestations pourront être réglées partiellement sur la demande du titulaire.

Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce pourcentage, après accord du RPA, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

### 9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique la rejettera après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 55201730300777
- Code service : 802

### 9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### 9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

### 9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

### 9.6 – Demande de paiement du solde et décompte général

### **9.6.1 – Demande de paiement du solde**

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 10.3 du présent CCAP, le titulaire adresse au RPA la demande de paiement du solde correspondant aux prestations fournies, en précisant leurs prix évalués en prix de base et hors TVA.

La demande de paiement est envoyée au RPA selon les modalités énoncées ci-dessous.

### **9.6.2 – Décompte général**

Le pouvoir adjudicateur établit le projet de décompte général qui comprend :

Le décompte final qui fait apparaître :

Le montant figurant dans la demande de paiement du solde adressée par le titulaire, éventuellement rectifié par le RPA ;

b) les pénalités, réfections ou réductions éventuelles, et ce, depuis le début du marché ; Les pénalités pour retard font l'objet d'un décompte spécifique indiquant les montants journaliers, le nombre de jours de retard et les dates d'échéance contractuelle retenues ;

c) le montant, en prix de base et hors TVA, dû au titre de la mission, qui est égal au poste a diminué du poste b ci-dessus ;

d) le montant, en prix de base et hors TVA, du poste c de l'état d'acompte précédent ;

e) le montant, en prix de base et hors TVA, du solde, qui est égal au poste c du présent décompte diminué du poste d ci-dessus ;

f) l'incidence de la clause de variation des prix appliquée, sur le poste e ci-dessus ;

g) l'incidence de la TVA ;

L'état du solde, établi à partir de la demande de paiement final, son montant est la récapitulation des montants e, f, g ci-dessus ;

La récapitulation des acomptes et du solde.

Le montant du projet de décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

Le projet de décompte général est signé par le représentant du pouvoir adjudicateur et devient alors le décompte général. Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général avant la plus tardive des deux dates ci-après :

Quarante jours après la date de remise au pouvoir adjudicateur de la demande de paiement final par le titulaire ;

Douze jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

Si le pouvoir adjudicateur s'abstient de notifier au titulaire, dans les délais stipulés ci-dessus, le décompte général signé, celui-ci lui adresse une mise en demeure d'y procéder. L'absence de notification au titulaire du décompte général signé par le représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de trente jours à compter de la réception de la mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif compétent en cas de désaccord. Si le décompte général est notifié au titulaire postérieurement à la saisine du tribunal administratif, le titulaire n'est pas tenu, en cas de désaccord, de présenter la lettre de réclamation.

À compter de la date d'acceptation du décompte général par le titulaire, ce document devient le décompte général et définitif, et ouvre droit à paiement du solde.

## **10 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Le démarrage des missions sera notifié par ordre de service.

Adresse d'exécution :

Voies Navigables de France - Direction Territoriale Bassin de la Seine  
10 Aube  
10 400 ,commune de La Motte-Tilly et commune du Mériot

## Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

### **10.1 – Présentation des livrables**

Les rapports, notes, mémoires et compte-rendu établis dans le cadre de sa mission sont remis sur support informatique. Le RPA se réserve le droit pour certains rapports de demander en complément un support papier en 3 exemplaires dont un reproductible. Les fichiers informatiques remis seront tous lisibles par des logiciels libres et de préférence par la suite bureautique Open Office ou Microsoft.

Les délais de reprographie sont inclus dans les délais d'élaboration des documents.

Si le titulaire n'a pas reçu les documents qu'elle estime nécessaires à son intervention, elle est tenue de le signaler dans les plus brefs délais au conducteur d'opération. En particulier, l'absence non signalée de document ne pourra être évoquée comme justifiant un retard dans la remise des pièces prévues au titre de sa mission.

Sur le fond, les documents remis seront conformes à la commande, objet du présent CCTP. Ce niveau d'exigence doit être considéré comme minimal par le titulaire du marché qui est libre d'y apporter des compléments, en accord avec le maître d'ouvrage, s'il les juge nécessaires.

Pour chaque mission, en l'absence de demande particulière du MOA, les livrables (décrits dans le CCTP) seront remis dans les délais mentionnés dans le CCTP.

Sauf mention contraire, par défaut, le délai de vérification d'un livrable est fixé à 1 mois.

### **10.2 – Participation aux réunions de chantier**

Le maître d'œuvre organise et dirige les réunions de chantier du commencement d'exécution des travaux jusqu'à leur réception. Le titulaire devra être présent à ses réunions de chantier afin d'assurer le suivi et l'encadrement de la bonne application de l'arrêté préfectoral.

Fréquence des réunions : Hebdomadaire

Le maître d'œuvre rédige et diffuse le compte-rendu de la réunion de chantier dans les 3 jours ouvrés qui suivent la réunion. Le titulaire devra s'assurer de l'exactitude sur l'ensemble de ses sujets de suivi des mesures ERC-AS et des délais opérationnels en cas d'infraction à l'arrêté préfectoral par l'entreprise travaux. Celui-ci devra être illustré pour la bonne information de l'entreprise travaux et la MOE.

Une réunion aura lieu hebdomadairement sur site. Le jour sera déterminé après la passation du marché travaux avec la MOE et le titulaire de ce marché, l'entreprise travaux contracté ultérieurement ainsi que la maîtrise d'ouvrage.

### **10.3 – Achèvement de la mission**

Le maître d'ouvrage prononce la réception, à l'achèvement de la mission, sur demande du titulaire du marché. Cette décision constate que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie par le RPA, sur demande du titulaire.

La mission du titulaire s'achève à la plus tardive des dates suivantes :

L'expiration du/des délai(s) de « Garantie de Parfait Achèvement » (GPA prévue à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux) ;

La levée de la dernière réserve ;

L'instruction du dernier mémoire de réclamation des entreprises ;

Le bilan de l'opération est validé par le maître d'ouvrage ;

La fin de la mission ME1 à ME3, MR1 à MR13, MA1 à MA14, MS1 à MS3.

Ou lorsque le RPA décide que les obligations contractuelles du titulaire sont globalement remplies.

## 11 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit : les entreprises devront présenter leurs labels ou certifications de prise en compte du développement durable. Le titulaire devra viser un bilan carbone le plus bas possible quitte à adapter ses propositions. L'utilisation de matériaux durables, locaux et lors que c'est possible biosourcés afin de diminuer son impact.

## 12 - Constatation de l'exécution des prestations

### 12.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service conformément aux articles 29 à 32 du CCAG-PI.  
Elles se dérouleront selon les étapes décrites ci-dessous.

### 12.2 - Mise en Ordre de Marche

Le titulaire dispose de 30 jours à compter de la date de livraison pour effectuer la mise en ordre de marche des matériels ou logiciels.

### 12.3 - Vérification d'Aptitude

La vérification d'aptitude a pour but de constater que les prestations livrées ou exécutées présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans le cahier des charges.

Le délai imparti au pouvoir adjudicateur pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision est de 30 jours à compter de la date de notification du procès-verbal de mise en ordre de marche des matériels ou logiciels. A l'issue de cette période, si la vérification d'aptitude est négative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'ajournement ou de rejet conformément aux stipulations sans. Si la vérification d'aptitude est positive, il est procédé à la vérification de service régulier.

### 12.4 - Vérification de Service Régulier

La vérification de service régulier a pour but de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation pour remplir les fonctions visées.

La durée des opérations de vérifications de service régulier est de 30 jours. Le service est réputé régulier si la durée cumulée sur cette période des indisponibilités imputables à chaque élément de matériel ne dépasse pas 2% de la durée d'utilisation effective.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 7 jours pour notifier par écrit au titulaire sa décision de vérification de service régulier.

## 13 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 36 du CCAG-PI.

## 14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 46 du CCAG-TIC, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

## 15 - Pénalités

### 15.1 - Pénalités

L'ensemble des pénalités (de retard et autres) s'entendent par jour calendaire (sauf mention autre) et ne sont pas soumises à la TVA.

L'ensemble des pénalités (de retard et autres) sont appliquées sans mise en demeure préalable, sans invitation préalable faite au titulaire à présenter ses observations.

Le délai d'exécution de chaque prestation peut également être fixé par un accord entre le MOA et le titulaire du marché avant le démarrage de la prestation. Dans ce cas, si ce délai n'est pas respecté, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 200,00 € pendant 7 jours, puis 500,00 € au-delà.

De plus tout retard sur le planning opérationnel fixé lors de la notification du marché, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1000,00 € pendant 7 jours, puis 3000,00 € au-delà.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### 15.2 – Pénalités pour violation des obligations de sécurité et de confidentialité.

Le titulaire s'expose à l'application de pénalités conformément à l'article 14.2 du CCAG-PI.

### 15.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non-production des documents prévus au contrat	Forfaitaire	150,00 %	La non-production est considérée à partir d'un mois de retard relativement au délai prévu pour chaque élément de mission. Le pourcentage est relatif au montant de la prestation duquel le livrable est issu
Production incomplète des documents prévus au contrat	Forfaitaire	50,00 %	Le pourcentage est relatif au montant de la prestation duquel le livrable est issu
Retard sur la transmission du rapport d'analyse du PRE et de la charte de chantier vert remis par le groupement	Journalière	150€	Point de départ du délai : dès transmission de l'OS Délai : 10 jours ouvrés
Retard sur la production d'un rapport d'avancement	Journalière	150€	Point de départ du délai : La réunion de chantier Délai : 2 jours
Remise tardive du dossier de consultation des entreprises (DCE)	Journalière	150€	Point de départ du délai : À la réception de la demande du MOA du démarrage de la mission MC3 par Ordre de Service Délai : 15 jours ouvrés pour la V0 et 3 jours ouvrés après chaque demande de modification du MOA

Production du rapport d'analyse des offres et des documents associés	Journalière	200€	Point de départ du délai : À la réception des offres Délai : 10 jours ouvrés
Remise des rapports de mise au point du marché	Journalière	200€	Point de départ du délai : À la réception de la demande du MOA Délai : 5 jours ouvrés
Retard sur la mise à disposition des éléments de communication, nécessaires, pendant toute la durée de ce marché	Journalière	150€	Point de départ du délai : À la réception de la demande du MOA du démarrage de la mission M01 par Ordre de Service Délai : mise à disposition des éléments de communication le 1 <sup>er</sup> jour ouvré de chaque mois pendant toute la durée de ce marché
Remise tardive de la notice méthodologique pour l'exploitation	Journalière	150	Point de départ du délai : À la réception de la demande du MOA du démarrage de la mission M02 par Ordre de Service Délai : 15 jours ouvrés pour la V0 et 3 jours ouvrés après chaque demande de modification du MOA

Le titulaire du présent marché sera responsable des éléments consignés dans ses rapports, notamment en cas d'erreur induite par les mesures qu'il aura définies et qui auraient été mises en œuvre à la suite de son expertise.

Ainsi, en cas de non-respect de ces dispositions due aux conseils de l'écologue, le titulaire engagera sa responsabilité pénale.

Tout manquement à ces consignes entraînera l'application des pénalités prévues dans le cadre du marché et sans besoin de mise en demeure :

Infraction	Pénalité
Abattage et débroussaillage pendant la période de nidification sans autorisation préalable.	1 000 €/ infraction journalière
Inexécution ou exécution non conforme des obligations prévues par l'arrêté préfectoral portant autorisation environnementale de la reconstruction du barrage de Beaulieu.	1 500 €/ non-conformité + 500 €/jour de retard pour se mettre en conformité
Non-respect des contraintes environnementales	1 500 €/ non-respect + 500 €/jour de retard pour se mettre en conformité

En cas de retard imputable au titulaire entraînant le non- respect du délai global du marché, la pénalité suivante s'applique et sans besoin de mise en demeure :

Pénalité journalière	
Fait générateur	Pour chaque jour calendaire de retard
A partir de la fin du délai contractuel	1/100 du montant TTC de l'ensemble du marché

Enfin pour chaque rendu pour lequel une pénalité n'est pas définie dans le présent CCAP ou intervention à réaliser, une pénalité journalière sera appliquée à hauteur de 250€ par jour de retard, si la date limite est dépassée.

Il convient de noter que les pénalités peuvent être cumulées pour une même infraction sans limite

#### **15.4 – Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### **16 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

### **17 - Résiliation du contrat**

#### **17.1 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 47 à 54 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

#### **17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

### **18 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Châlons en champagne est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.



## 19 - Dérogations

- L'article 2.1 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 46 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles